

## Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 28 mars 2017 :

**Présents :** MM. Galant J., **Bourgmestre, Présidente**,  
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridan M., **Echevins**,  
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,  
Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M., Robette-Delputte F.,  
Chanoine V., Delhaye J., Decoster C., Egels E., Petit N., **Conseillers**,  
Gillard S., **Directeur général**.

**Excusés :** Pottiez P., Vanderkel A., Decamps P., Demoustiez A., Dessilly V., **Conseillers**  
*Monsieur Dubois intègre la séance au point 9.*

-----  
*Avant de débiter la séance, la Présidente propose l'ajout d'un point à l'ordre du jour, portant sur  
l'approbation de la candidature communale dans le cadre de l'appel à projet « Communes Zéro Déchet ».*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**  
**Approuve cette proposition à l'unanimité.**

- 1. Approbation du procès-verbal de la séance du 21 février 2017 – partie publique –  
**approbation.**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique, approuve avec 12 voix  
« pour » et 3 « abstentions », le procès-verbal de la séance du 21 février 2017, partie  
publique.**

- 2. **Finances** – Situation de caisse en date du 8 mars 2017 – **information**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**  
**Prend connaissance l'information.**

- 3. **Finances** – Approbation du Budget Communal, exercice 2017, par la Tutelle Spéciale  
d'approbation – **information**

*Après l'information apportée par le Président du CPAS, en charge des Finances, quant à l'approbation  
du Budget communal 2017 par les autorités de tutelle, Monsieur Delhaye met en exergue qu'une fois de  
plus, ces dernières ont émis une remarque quant à l'utilisation d'un crédit spécial de recettes par la Commune,  
comme c'est le cas depuis quelques années maintenant. Monsieur Delhaye en conclut que soit les autorités  
de tutelle réalisent un « copier-coller » à chaque analyse de Compte, Budget ou Modification budgétaire  
jurbisien, soit qu'il s'avèrerait opportun que le Collège communal entame une démarche à leur égard afin de  
clarifier définitivement cette question.*

*Monsieur Chanoine confirme à Monsieur Delhaye que selon lui, les autorités de tutelle se limitent à un simple « copier-coller » lors de chaque prise de décision, et ce au moins depuis l'approbation sur le Budget communal 2015, et rappelle que si l'absence de crédit spécial ferait apparaître un déficit à l'exercice propre, la Commune présente depuis des années un boni de plus d'un million d'euros. Cette remarque récurrente quant au recours au crédit spécial de recettes apparaît par conséquent comme totalement infondée. Monsieur Chanoine confirme toutefois à Monsieur Delhaye et à l'assemblée sa volonté de solliciter un rendez-vous avec le cabinet du nouveau Ministre des Pouvoirs locaux à cet égard.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,  
Prend connaissance l'information.**

-----

**4. Finances – Octroi d'une prime pour l'aide à l'obtention du permis de conduire B par le recours préalable à une école de conduite agréée pour l'organisation de formations pratiques – approbation**

*Tout en insistant sur le fait que le Groupe PS estime très positive la proposition ici présentée par la majorité, Madame Senecaut fait remarquer que, alors que la prime potentiellement octroyée se chiffrerait à 50 €, l'obligation de suivre 20 heures de cours s'accompagne d'un coût pour l'apprenti conducteur évalué à 1.000 €. Compte tenu du fait que ces frais sont bien souvent supportés par les parents, Madame Senecaut propose d'ajouter une condition quant à l'octroi de cette prime, afin de faire en sorte qu'il soit tenu compte des revenus de l'apprenti conducteur et qu'une majoration de la prime puisse être envisagée en fonction de ceux-ci, par exemple lorsqu'il s'agit d'un jeune qui finance lui-même ses cours.*

*La Présidente fait remarquer qu'il n'est pas ici question d'argent, mais bien de sécurité, la prime octroyée ayant pour but d'encourager les apprentis conducteurs à suivre les formations organisées par des centres agréés.*

*Madame Senecaut précise toutefois que le montant de la prime, à savoir 50€, peut être jugé dérisoire par rapport au coût global de la formation, et qu'il serait possible d'augmenter le montant de cette prime si elle n'était octroyée qu'aux apprentis conducteurs disposant de revenus moindres et qui financent eux-mêmes leur formation.*

*Le Président du CPAS rappelle à cet égard que le CPAS est susceptible d'intervenir en faveur des personnes disposant de peu de revenus, ce à quoi Madame Senecaut précise qu'il s'agira potentiellement d'une aide récupérable.*

*Madame Robette-Delputte souligne que la proposition du Groupe PS pourrait aboutir à défavoriser les jeunes qui travaillent, et octroyer une prime plus importante à ceux et celles qui ne travaillent pas, ce qu'elle ne juge pas des plus opportuns.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu la Constitution, en ses articles 41, 162 et 170 §4 ;

Vu la Loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière ;

Vu l'Arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et ses modifications ultérieures;

Vu l'Arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté royal du 4 décembre 2013 modifiant l'Arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B et l'Arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil communal, ainsi que les articles L3131 §1, 3° et L3132-1, organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région Wallonne ;

Revu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs ;

Considérant que le candidat au permis de conduire de la catégorie B, qui a réussi l'examen théorique, reçoit un permis de conduire provisoire B valable trente-six mois et l'autorisant à conduire avec l'assistance d'un guide répondant aux conditions prévues par l'Arrêté royal du 10 juillet 2006 susvisé ;

Considérant toutefois que le candidat au permis de conduire de la catégorie B, qui a réussi l'examen théorique, reçoit un permis de conduire provisoire B valable dix-huit mois et l'autorisant à conduire sans l'assistance d'un guide s'il suit 20 heures d'enseignement pratique à la conduite dans une école de conduite agréée ;

Considérant également que le candidat qui échoue deux fois de suite à l'examen pratique est dans l'obligation de suivre six heures de cours pratiques à la conduite auprès d'une école de conduite agréée, avant de pouvoir à nouveau être admis à l'examen pratique ;

Considérant que par « école de conduite agréée », on entend, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de l'Arrêté royal du 10 juillet 2006 susvisé, « une école de conduite agréée conformément à l'Arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur » ;

Attendu qu'il convient d'encourager toutes les initiatives communales qui ont pour but de renforcer la sécurité sur les routes, de conscientiser les jeunes conducteurs à la sécurité routière et à un mode de conduite sûr et adapté aux diverses conditions de circulation ;

Attendu que l'incitation des jeunes conducteurs à suivre des formations à la conduite auprès d'écoles agréées, disposant de personnel spécifiquement formé et compétent, ne pourra que contribuer à renforcer les politiques régionales et fédérales en matière de sécurité routière, et participer à la poursuite d'une diminution du nombre de conducteurs blessés ou tués, victimes d'accidents de la route ;

Attendu qu'il y a lieu de fixer les modalités pratiques de l'intervention communale en la matière ;

Vu les recommandations émises par la Circulaire du 16 juin 2016 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région Wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes relevant de la Communauté germanophone, pour l'année 2017 ;

Attendu que les voies et moyens nécessaires ont été prévues au service ordinaire de l'exercice 2017 du Budget communal, article 336/33101 ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été demandé en date du 21 février 2017, obtenu en date du 14 mars 2017 et qu'il s'avère favorable ;

Sur proposition du Collège Communal, en séance du 20 février 2017 ;

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 11 voix « pour » et 4 « abstentions » :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est établi, pour les exercices 2017 à 2019, une prime communale pour l'aide à l'obtention du permis de conduire B par le recours préalable à une école de conduite agréée pour l'organisation de formations pratiques. Cette prime ne pourra être octroyée que moyennant la preuve du suivi d'un minimum de 20 heures de cours pratiques auprès d'une école de conduite agréée.

**Article 2 :** La demande de prime doit être adressée par le bénéficiaire au Collège Communal dans l'année qui suit la date de passation de l'examen pratique. Le particulier bénéficiera de cette prime moyennant production, outre la preuve du suivi de la formation mentionnée à l'article 1 :

- d'une copie de la quittance prouvant le paiement de son inscription à l'examen pratique, quittance reprenant la date de cet examen ;  
et/ou
- d'une copie d'un document attestant soit de la réussite de l'examen pratique à une date donnée (exemple : formulaire « *Demande de permis de conduire* »), soit de l'échec à l'examen pratique à une date donnée.

**Article 3 :** Une seule prime sera octroyée par bénéficiaire, indépendamment d'un éventuel échec à l'examen pratique et quel que soit le nombre d'examens pratiques passés par le bénéficiaire.

**Article 4 :** Les bénéficiaires de la prime doivent remplir les conditions suivantes :

- être une personne physique domiciliée sur le territoire de la Commune de Jurbise ;
- être majeur et âgé de maximum 30 ans ;
- être à même de fournir au moins l'un des documents évoqués à l'article 2.

**Article 5 :** La prime est fixée à un montant forfaitaire de 50 €.

**Article 6 :** Le nombre de primes pouvant être octroyées par année budgétaire sera dépendant des voies et moyens prévues à chaque Budget. Dans le cas de figure où le nombre de sollicitations sur un même exercice dépasserait les possibilités du Budget, l'octroi des primes concernées serait reporté à l'exercice budgétaire suivant.

**Article 7 :** Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication, faite conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

**Article 8 :** Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon, conformément à l'article L3131-1, §1, 3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

**Article 9 :** Un exemplaire de la présente délibération sera transmis à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

-----

5. **Finances** – Zone de police Sylle et Dendre : demande de mise hors balise des emprunts budgétés pour financer les investissements relatifs à la construction du Commissariat central à Silly. Délégation de la gestion de cette demande accordée à la Zone de police – **approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Attendu que la Zone de Police Sylle et Dendre est considérée comme une entité consolidée de la commune de Jurbise;

Attendu que les investissements des entités consolidées, et de facto de la Zone de Police, financés par emprunt doivent intégrer la balise d'investissement de la commune de Jurbise;

Attendu que la mise hors balise de certains investissements de la Zone de Police permettra d'alléger la balise d'investissement de la commune de Jurbise pour l'exercice 2017 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région Wallonne (...) pour l'année 2017 ;

Considérant que le Directeur financier a été avisé de cette proposition en date du 16 février 2017 ;

Sur proposition du Collège communal, en séance du 20 février 2016, et après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1 : de déléguer à la Zone de Police Sylle et Dendre la gestion du processus de demande de mise hors balise de certains investissements financés par emprunt repris dans le budget 2017 de la Zone de Police ;

Article 2 : d'autoriser la Zone de Police Sylle et Dendre à introduire auprès de la DGO5 et du CRAC au nom de la Commune de Jurbise les demandes de mise hors balise de certains investissements financés par emprunt repris dans le budget 2017 de la Zone de Police.

-----

6. **Finances** – Fabrique d'Eglise Saint-Martin d'Herchies - Compte 2016 - **approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin pour 2016, réceptionné à l'administration communale en date du 28 février 2017, et se présentant comme suit :

Recettes : 41.486,13€

Dépenses : 34.143,47€  
Résultat : 7.342,66€

Vu l'absence de communication de décision de l'Evêché de Tournai sur le compte 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin ;

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale ;

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE d'approuver, à 13 voix « pour » et 2 « abstentions » :**

Le compte 2016 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Herchies.

- 
7. **Personnel** – Approbation par Monsieur le Ministre des Pouvoirs locaux des adaptations apportées au Statut pécuniaire du personnel communal non-enseignant de la Commune de Jurbise (article 12) – **information**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,  
Prend connaissance l'information.**

- 
8. **Secrétariat** – Délibération du Conseil de l'Action Sociale du 22 février 2017 adoptant les modifications du Statut administratif du personnel du CPAS de Jurbise relatives aux articles 30 (recrutement pour personnes handicapées), 129 (interruption de carrière ordinaire) et 1313 bis (congé parental) – **approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil Communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration.

Vu la loi organique des C.P.A.S. du 8 juillet 1976, notamment ses articles 27 §1, 33, 37, 42 alinéa 7, 46, 84 §1er, 111 et 112;

Vu le décret du 23 janvier 2014 du Parlement wallon , modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (M.B. 06.02.2014), et notamment les articles 111 et 112 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (M.B. 17.10.2011);

Vu la circulaire du 28 février 2014 du Ministre wallon des pouvoirs locaux et de la ville concernant la tutelle sur les actes des centres publics d'action sociale et des associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 28 octobre 2016 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 28 octobre 2016 ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 22 février 2017 adoptant, à l'unanimité, les modifications du Statut administratif du personnel du CPAS de Jurbise relatives aux articles 30 (recrutement pour personnes handicapées), 129 (interruption de carrière ordinaire) et 131 bis (congé parental) du Statut ;

Considérant que cette disposition ne viole pas la loi et ne porte pas atteinte à l'intérêt général ;

Après en avoir délibéré;

### **LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1: D'approuver la délibération du 22 février 2017 adoptant, à l'unanimité, les modifications du Statut administratif du personnel du CPAS de Jurbise relatives aux articles 30 (recrutement pour personnes handicapées), 129 (interruption de carrière ordinaire) et 131 bis (congé parental) du Statut.

Article 2: De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur Financier pour disposition, ainsi qu'aux Autorités du CPAS de Jurbise.

***Monsieur Dubois intègre la séance***

-----

- 9. Secrétariat – Délibération du Conseil de l'Action Sociale du 22 février 2017 adoptant les modifications du Statut pécuniaire du personnel du CPAS de Jurbise relatives à l'article 12 (ancienneté pécuniaire) – approbation**

### **LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil Communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration.

Vu la loi organique des C.P.A.S. du 8 juillet 1976, notamment ses articles 27 §1, 33, 37, 42 alinéa 7, 46, 84 §1er, 111 et 112;

Vu le décret du 23 janvier 2014 du Parlement wallon , modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (M.B. 06.02.2014), et notamment les articles 111 et 112 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (M.B. 17.10.2011);

Vu la circulaire du 28 février 2014 du Ministre wallon des pouvoirs locaux et de la ville concernant la tutelle sur les actes des centres publics d'action sociale et des associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 28 octobre 2016 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 28 octobre 2016 ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 22 février 2017 adoptant, à l'unanimité, les modifications du Statut pécuniaire du personnel du CPAS de Jurbise relatives à l'article 12 (ancienneté pécuniaire) du Statut ;

Considérant que cette disposition ne viole pas la loi et ne porte pas atteinte à l'intérêt général ;

Après en avoir délibéré;

#### **LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1: D'approuver la délibération du 22 février 2017 adoptant, à l'unanimité, les modifications du Statut pécuniaire du personnel du CPAS de Jurbise relatives à l'article 12 (ancienneté pécuniaire) du Statut.

Article 2: De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur Financier pour disposition, ainsi qu'aux Autorités du CPAS de Jurbise.

-----

#### **10. Secrétariat –Plan de Cohésion Sociale 2014-2019 – Rapports d'activité et financier 2016 – approbation**

*La Présidente présente les rapports d'activité et financier pour l'exercice écoulé, et informe l'assemblée qu'une réflexion est en cours au niveau de la Région Wallonne quant au devenir des Plans de Cohésion sociale.*

#### **LE CONSEIL COMMUNAL siégeant en séance publique,**

Attendu que le Collège communal, en sa séance du 12 Janvier 2009, a décidé de faire participer la Commune de Jurbise à l'appel à projet du Gouvernement Wallon relatif à la mise en place d'un Plan de Cohésion Sociale;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;



Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'approbation par le Conseil communal, en sa séance du 05 novembre 2013, du formulaire relatif à l'adhésion de la Commune de Jurbise au projet de Plan de Cohésion Sociale 2014-2019 et l'approbation du formulaire modifié, lors de la séance du Conseil Communal en date du 25 mars 2014, suite aux remarques du Gouvernement formulées le 12 décembre 2013 pour une adaptation du contenu projet PCS 2014-2019;

Vu l'acceptation par le Gouvernement wallon, par un courrier du 22 avril 2014, du Plan de Cohésion Sociale de la Commune de Jurbise ;

Vu la nécessité de renvoyer, pour le 31 mars 2017, au SPW – Direction interdépartementale de la Cohésion sociale – Secrétariat général, Place Joséphine Charlotte 2 à 5100 Jambes, le rapport d'activité 2016 ainsi que le rapport financier pour l'année 2016 ;

Vu la nécessité de renvoyer, pour le 31 mars 2017, au SPW – Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé – Direction de l'Action sociale, Avenue Bovesse 100 à 5100 Jambes, le rapport financier 2016 accompagné de la balance des recettes et dépenses ;

Vu le délai supplémentaire accordé par le Service Public Wallonie afin que le Conseil Communal soit en mesure de prendre position sur les points soumis à l'ordre du jour en matière de cohésion sociale ;

Vu le procès-verbal de la réunion du 24 mars 2017 de la Commission locale d'accompagnement ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1. – D'approuver le rapport d'activité 2016 et le rapport financier 2016 du Plan de cohésion sociale 2014-2019.

Article 2. – De faire parvenir au SPW un exemplaire de la présente délibération ainsi que les rapports susmentionnés.

-----

**11. Secrétariat – S.C Intercommunale Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage – Assemblée Générale du 18 mai 2017 – approbation**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le livre V de la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et relatif aux modes de coopération entre Communes ;

Considérant que la Commune de Jurbise est affiliée à la S.C Intercommunale Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage ;

Vu l'article 1523-11 du livre V, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Revu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-31 et L 1122-34 § 2;

Considérant que la Commune de Jurbise doit être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal ;

Considérant qu'il convient de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale CHU Ambroise Paré du 18 mai 2017 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient de soumettre au suffrage du Conseil communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale CHU Ambroise Paré;

### **LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

#### **Article 1er :** d'approuver :

- La modification des statuts de l'Intercommunale CHUPMB ;
- La convention de prêt subordonné – Rapport spécial du CA ;
- L'augmentation de capital social : 240.200 parts sociales pour un montant de 5.904.652 € - Souscription par l'ASBL CHU Tivoli ;
- La désignation de nouveaux administrateurs du CHU Tivoli au sein du Conseil d'administration du CHUPMB.

#### **Article 2 :**

De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal.

De charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

#### **Article 3 :**

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

### **12. Culture – Réforme des Maisons du Tourisme : projet de contrat programme et de statuts – approbation**

### **LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, et notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le projet de nouveaux statuts de l'A.S.B.L. « Maison du Tourisme de la Région de Mons » ayant fait l'objet d'une décision à l'unanimité lors de l'Assemblée générale qui s'est tenue le 16 février 2017 ;

Vu le projet de contrat-programme 2017-2019 entre la Région wallonne et l'A.S.B.L. « Maison du Tourisme de la Région de Mons » ;

Attendu que la Commune de Jurbise entend rester dans le territoire dont elle fait partie en tant que membre de l'A.S.B.L. « Maison du Tourisme de la Région de Mons » et ce, depuis l'installation des Instances de celle-ci en date du 03 juillet 2001 ;

Attendu que le Collège communal de Jurbise a pris connaissance des projets de statuts et de contrat-programme 2017-2019 élaborés par l'A.S.B.L. « Maison du Tourisme de la Région de Mons » lors de la séance du 13 mars 2017 ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :** D'émettre un avis favorable sur les projets de statuts et de contrat-programme élaborés par l'A.S.B.L. « Maison du Tourisme de la Région de Mons ».

**Article 2 :** De confirmer au Gouvernement wallon son adhésion à l'A.S.B.L. « Maison du Tourisme de la Région de Mons ».

**Article 3. :** De transmettre un extrait de la présente délibération au Gouvernement Wallon, Ministère de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région, Cellule Tourisme, à la Direction de l'A.S.B.L. « Maison du Tourisme de la Région de Mons » ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

- 
- 13. Juridique –** Marché public conjoint entre la Commune de Jurbise et la SNCB en vue de la construction d'un parking et de son accès sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise, et du prolongement du couloir sous-voies et de son accès – adaptations apportées au CSCh par la SNCB (tunnel sous-voies) et par la Commune (dispositifs d'éclairage du parking) – **approbation**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 2012 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 20 décembre 2016 approuvant le projet de convention de partenariat entre la Commune de Jurbise et la SNCB, concernant notamment la passation de marchés publics conjoints en vue de la construction d'un parking et de son accès sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise, et du prolongement du couloir sous-voies et de son accès ;

Considérant que conformément à la convention de partenariat prévue entre la Commune de Jurbise et la SNCB, les parties s'entendent pour désigner cette dernière comme l'autorité qui interviendra en leur nom collectif à la sélection des candidats, à l'attribution et à l'exécution du marché public conjoint, dans le respect des dispositions applicables aux secteurs spéciaux des marchés publics ;

Vu la délibération du Conseil communal, en sa séance du 24 janvier 2017, approuvant à l'unanimité le mode de passation, les conditions et le CSCh de cette procédure de marché public conjoint, CSCh n° 60/05/16/00 établi par la SNCB *Stations Project Development – District Sud-Ouest*, sise Square des Martyrs du 18 août à 6000 Charleroi, en collaboration avec l'auteur de projet désigné par la Commune de Jurbise, à savoir l'Intercommunale IDEA, sise Rue de Nimy, 53 à 7000 Mons ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est proposé que la SNCB exécute la procédure et intervienne au nom de l'Administration Communale de Jurbise à l'attribution ainsi que durant l'exécution du marché ;

Attendu qu'en date du 22 février 2017, la SNCB a informé la Commune de Jurbise que des adaptations ont été demandées par Infrabel sur les aspects liés à la réalisation du prolongement du couloir sous-voies, partie des travaux intégralement sous le contrôle et la responsabilité de la SNCB ;

Considérant que ces adaptations n'affectent en aucune manière la partie des travaux et du CSCh relatifs à l'aménagement d'un parking ;

Attendu par ailleurs qu'à l'issue de plusieurs réunions de concertation organisées depuis le début de l'année 2017 avec les représentants de l'Intercommunale ORES, il est proposé de confier à cette dernière la partie des travaux portant sur la fourniture, la pose et le raccordement des dispositifs d'éclairage du parking ;

Considérant que ces adaptations auraient pour intérêt et conséquence de confier à ORES non seulement la réalisation des travaux en question, en coordination avec l'adjudicataire du présent marché public, mais aussi la gestion et l'entretien des dispositifs d'éclairage placés en domaine public ;

Considérant que le fait de confier ces travaux et fournitures à ORES permettrait de profiter de l'expertise d'un opérateur spécialisé dans la gestion, l'implantation, l'entretien, la réparation et l'achat de dispositifs d'éclairage, et de bénéficier de tarifs unitaires préférentiels consécutifs au volume de commande de l'Intercommunale ;

Considérant que le montant total estimé de ce marché ne s'élève dès lors plus à 1.200.000,00 € hors TVA ou 1.452.000,00 €, 21% TVA comprise, mais bien à 1.117.739,67 € HTVA ou 1.352.465,00 € TVAC, montant réparti comme suit :

- 680.000 € HTVA ou 822.800 € TVAC à charge de la SNCB ;
- 437.739,67 € HTVA ou 529.665 € TVAC à charge de la Commune de Jurbise ;

Considérant que l'avis de légalité favorable du Directeur financier avait été obtenu en date du 12 janvier 2017 et qu'il demeure favorable ;

Considérant que l'auteur de projet communal, à savoir l'Intercommunale IDEA, a été associé à la réflexion menée avec ORES, et a marqué son accord sur la présente proposition ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au service extraordinaire du Budget communal, exercice 2017, article 424/72160 :20170011 ;

Sur proposition du Collège communal, en sa séance du 13 mars 2017;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver les adaptations apportés au CSCh du marché "Travaux à la Gare de Jurbise - prolongement du couloir sous-voies, de ses accès et aménagement d'un parking", établis par la SNCB *Stations Project Development – District Sud-Ouest*, sise Square des Martyrs du 18 août à 6000 Charleroi, en collaboration avec l'auteur de projet désigné par la Commune de Jurbise, à savoir l'Intercommunale IDEA, sise Rue de Nimy, 53 à 7000 Mons. Le montant total des travaux est estimé à 1.117.739,67 € HTVA ou 1.352.465,00 € TVAC, dont 437.739,67 € HTVA ou 529.665 € TVAC à charge de la Commune de Jurbise.

Article 2. - Copie de cette décision sera transmise à la SNCB ainsi qu'à l'IDEA.

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

- 14. Juridique** – MP 2017-09-SG-FC relatif à la désignation d'un prestataire pour les services de téléphonie mobile et fixe de l'Administration communale et du CPAS de Jurbise – mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1<sup>o</sup> a (le montant

du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €), et notamment l'article 38 permettant une exécution conjointe des services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier des charges N° 2017-09-SG-FC relatif au marché "Service de téléphonie mobile et fixe pour l'Administration communale et le CPAS de Jurbise" établi par le Directeur général;

Considérant que ce marché est divisé en 2 lots :

\* LOT 1 : Services de téléphonie mobile, estimé à 36.800,00 € hors TVA ou 44.528,00 €, TVA comprise;

\* LOT 2 : Service de téléphonie fixe, estimé à 18.000,00 € hors TVA ou 21.780,00 €, TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 54.800,00 € hors TVA ou 66.308,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que les lots 1 et 2 sont conclus pour une durée de 12 mois, renouvelable tacitement à l'échéance sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 années ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint par lequel la Commune de Jurbise exécutera la procédure et interviendra au nom du CPAS de Jurbise à l'attribution du marché ;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 1<sup>er</sup> mars 2017, obtenu le 14 mars 2017 et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2017, articles 104/421/722/762-12311, ainsi que 104/831/837/8441/8443/8451/8013-12311 ;

## **LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2017-09-SG-FC et le montant estimé du marché intitulé "Service de téléphonie mobile et fixe pour l'Administration communale et le CPAS de Jurbise", établis par le Directeur général. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 54.800,00 € hors TVA ou 66.308,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - La Commune de Jurbise est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom de CPAS de Jurbise, à l'attribution du marché.

Article 4. - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 5. - Copie de cette décision sera transmise au CPAS.

Article 6. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2017, articles 104/421/722/762/12311, ainsi que 104/831/837/8441/8443/8451/8013/12311.

Article 7. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**15. Juridique** – MP 2017-12-SG relatif à la désignation d'un avocat pour l'introduction d'un recours à l'encontre d'un décret régional wallon – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

*Tout en précisant ne pas être opposé, sur le principe, à la poursuite du vote électronique à Jurbise, Monsieur Delhaye suggère une double adaptation du projet de CSCH : la sollicitation d'une estimation du coût que représenterait, pour la Commune, la concrétisation de cette mission ; et la réalisation d'une étude portant sur les garanties apportées quant aux procédés de contrôle et de vérification du vote électronique, comme c'est par exemple le cas avec le système instauré à Bruxelles, et ce dans le but de rassurer le citoyen.*

*La Présidente rappelle que l'objet de la présente procédure est uniquement d'intenter un recours contre un décret régional wallon, et ce dans le délai de 6 mois impartis, et non de proposer de nouvelles procédures. Elle précise également que la Communauté germanophone a obtenu le droit de continuer à recourir au vote électronique pour les élections communales, en devant toutefois assumer le surcoût consécutif au recours au vote électronique pour ces élections, créant de ce fait une inégalité entre citoyens wallons. La Présidente propose par conséquent de procéder au vote sur ce point, sur base du CSCh tel que présenté ce jour.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1<sup>o</sup> a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2017-12-SG relatif au marché “Désignation d'un avocat pour l'introduction d'un recours à l'encontre d'un décret régional wallon” établi par l’auteur de projet;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 12.396,69 € hors TVA ou 15.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit en modification budgétaire n°1 du service ordinaire du Budget communal 2017 ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, avec 12 voix « pour » et 4 « abstentions » :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2017-12-SG et le montant estimé du marché “Désignation d'un avocat pour l'introduction d'un recours à l'encontre d'un décret régional wallon”, établis par l’auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 12.396,69 € hors TVA ou 15.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit qui sera inscrit en modification budgétaire n°1 du service ordinaire du Budget communal 2017

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**16. Travaux** – MP 2017-10-SG-GU relatif à la désignation d’un auteur de projet pour les travaux d'entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2017. Approbation des conditions, du mode de passation et du CSCh – **approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;



Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier des charges N° 2017-10-SG-GU relatif au marché “Auteur de projet pour les travaux d'entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2017” établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que la date du 21 avril 2017 est proposée comme date limite d'introduction des offres ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, article 421/733-60 (n° de projet 20170024) et sera financé par un emprunt ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

Article 1er. – D'approuver le cahier des charges N° 2017-10-SG-GU et le montant estimé du marché “Auteur de projet pour les travaux d'entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2017”, établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. – De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. – De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 21 avril 2017.

Article 4. – De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, article 421/733-60 (n° de projet 20170024).

-----  
**17. Projet de délibération du Groupe PS proposant la création d'un cadastre des mandats des représentants de la Commune dans les organes paracommunaux, les ASBL et les Intercommunales.**

*Madame Senecaut présente, pour le Groupe PS, la proposition relative à la création d'un tel registre pour la Commune de Jurbise.*

*Tout en marquant son accord de principe sur cette proposition, la Présidente précise qu'un tel cadastre a également été sollicité par la Région Wallonne, et transmis récemment par l'Administration communale.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Considérant qu'il est de bonne pratique démocratique que tout citoyen puisse bénéficier d'une connaissance complète des mandats publics exercés par ses élus communaux et par les personnes désignées par les autorités communales pour les représenter ;

Considérant que le ministre des pouvoirs locaux a adressé à chaque commune une demande de renseignement en vue de réaliser un cadastre exhaustif des intercommunales et autres organismes supralocaux ainsi que l'ensemble de leurs filiales ;

Considérant l'obligation de déclaration des mandats auprès de la Région Wallonne qui découle de la 5ème partie du code de la démocratie locale et de la décentralisation soit les articles L5111-1 à L5211-2 ;

Considérant que cette obligation de déclaration concerne les mandataires communaux, provinciaux et de CPAS ainsi que les personnes non élues qui à la suite de la décision d'un organe d'une commune, d'une province, d'une intercommunale, d'une régie communale ou provinciale ou d'une société de logement exercent des responsabilités dans la gestion d'une personne juridique ou d'une association de fait ;

Considérant la Loi du 2 mai 1995 obligeant les mandataires publics à déposer une liste de leurs mandats, fonctions et professions auprès de la Cour des Comptes ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 relatif au montant maximal et aux conditions d'attribution des jetons de présence des membres des organes de gestion et des émoluments du président et d'un vice-président du Conseil d'administration d'une SLSP, Moniteur belge du 14 septembre 2007, article 2 et article 1999 du Code civil, statuts-types, article 22, circulaire 2007/32 de la Société Wallonne du Logement et sa circulaire interprétative du 17 janvier 2008.

Considérant les articles L5311-1 et 2 du CDLD relatifs aux plafonds applicables en matière de rétribution et d'avantages en nature dans le cadre de l'exercice des mandats dérivés (intercommunales,...) ;

Considérant que chaque personne mandatée par le Conseil communal de la Commune de Jurbise se doit au strict respect de la légalité ;

**LE CONSEIL COMMUNAL décide d'approuver à l'unanimité cette proposition du Groupe PS :**

**Article 1.** - Tout conseiller communal et autre personne désignée par l'autorité communale de la Commune de Jurbise ou par un organe dépendant de cette autorité sont tenus d'envoyer annuellement (pour le 30 juin) au secrétariat communal le cadastre des mandats détenus suite aux décisions du conseil communal ou d'un organe dépendant de cette autorité ;

**Article 2** - Le conseiller communal ou autre personne concernée par l'article 1 indiqueront leurs jetons de présence et leurs éventuelles indemnités accordés en fonction de leur qualité d'administrateur, de président ou de vice-président, de membres d'un organe restreint de gestion ou de membre d'un organe telle une intercommunale, une société de logement ou une asbl par exemple ;

**Article 3** - En référence aux prescrits wallons, le cadastre ainsi établi sera rendu public via le site internet de la Commune de Jurbise.

**Article 4 -** Le Collège est chargé des modalités concrètes de la mise en œuvre des décisions précitées.

**Article 5 -** La présente décision est adressée au Ministre des pouvoirs locaux de Wallonie

-----

**18. « Commune Zéro déchets » : acte de candidature**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration ;

Vu l'appel à candidatures « Communes Zéro Déchets » reçu par courrier postal le 14 février 2017, de la part du Ministre wallon Carlo Di Antonio ;

Attendu qu'il est prévu, dans le cadre de cet appel à candidatures, que 10 communes soient sélectionnées et bénéficient gratuitement, pendant 2 ans, d'un accompagnement expert, apporté par Espace Environnement ASBL pour mettre en place une dynamique Zéro Déchet sur leur territoire, accompagnement comprenant notamment :

- Formation des élus et techniciens ;
- Coproduction d'un diagnostic de territoire ;
- Assistance à l'élaboration d'un plan d'actions sur mesure (en ce compris un plan d'actions interne exemplaire) ;
- Coordination des activités de terrain et accompagnement des acteurs engagés ;
- Communication ;

Attendu que passer au « Zéro Déchet » permettrait la mise en place d'une démarche collective permettant de réduire drastiquement la production de déchets, tout en économisant les ressources naturelles et en favorisant les circuits courts et le lien social à l'échelon local ;

Attendu qu'en cas de sélection de son dossier, la Commune de Jurbise s'engagerait à :

- mettre en place une dynamique « Zéro Déchet » sur le territoire communal, en s'appuyant sur l'accompagnement méthodologique et technique mis à disposition par la Wallonie ;
- mettre à disposition du personnel communal pour la gestion, le suivi et la mise en œuvre du projet à hauteur d'au minimum 1/5 équivalent temps plein ;
- participer aux rencontres avec les autres communes lauréates : formations, visites, réunions de réseau (une fois par an), groupes de travail thématiques... ;
- fournir les informations nécessaires en vue de partager et capitaliser les expériences menées par la Commune en vue de leur diffusion ;

- participer à la communication autour du projet : réalisations de capsules vidéos, interviews pour la télévision locale, contacts presse et média... »

Attendu que le dossier doit être rentré pour le 03 avril 2017 à minuit au plus tard, par voie électronique ;

## **LE CONSEIL COMMUNAL décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>.** - D'approuver l'introduction du dossier communal à l'appel à candidatures « Communes Zéro Déchets ».

**Article 2.** - En cas de sélection de son dossier, la Commune de Jurbise s'engagera à :

- mettre en place une dynamique « Zéro Déchet » sur le territoire communal, en s'appuyant sur l'accompagnement méthodologique et technique mis à disposition par la Wallonie ;
- mettre à disposition du personnel communal pour la gestion, le suivi et la mise en œuvre du projet à hauteur d'au minimum 1/5 équivalent temps plein ;
- participer aux rencontres avec les autres communes lauréates : formations, visites, réunions de réseau (une fois par an), groupes de travail thématiques... ;
- fournir les informations nécessaires en vue de partager et capitaliser les expériences menées par la Commune en vue de leur diffusion ;
- participer à la communication autour du projet : réalisations de capsules vidéos, interviews pour la télévision locale, contacts presse et média... »

**Article 3.** - De transmettre un exemplaire de la présente délibération au Service Public de Wallonie, annexé au formulaire de candidature prévu à cet effet.

-----

### **19. Question(s) orale(s).**

*Pour le Groupe PS, Monsieur Delhaye pose la question suivante :*

*« Plusieurs questions relatives à la mobilité ont été récemment posées par le groupe PS et devaient faire l'objet d'un suivi par le Collège.*

*Nous souhaiterions dès lors avoir un suivi à leur propos. Ceci concerne :*

*- le passage à niveau de Masnuy-St-Pierre (conseil de janvier 2017) : l'absence de piquets de clôture rend la traversée dangereuse à hauteur la place. Contact devait être pris avec Infrabel. Qu'en est-il ? Une suite positive a-t-elle été réservée sachant que la traversée des passages à niveaux demeure un vrai problème ?*

*- l'usage privatif de la voie Nisole (conseil de janvier 2017). La Présidente avait confirmé qu'une réunion avec les agriculteurs concernés était prévue au cours du mois de février et qu'un courrier de sensibilisation en la matière serait envoyé aux agriculteurs de l'entité. Quel est le fruit de ces démarches ? Qu'en sera-t-il de la réhabilitation dudit sentier et qu'en est-il de la pose des panneaux réduisant la circulation sur le chemin de remembrement reliant la rue des Masnuy et la rue des Charbonniers, dont nous avons signalé la disparition ?*

*- le sentier n°8 à Erbisoeul : le litige, entre les mains de la justice (conseil de mai 2016) a-t-il connu une évolution à l'initiative de la commune qui annonçait des visites de terrain ? »*

*La Présidente confirme tout d'abord à Monsieur Delhaye que les contacts nécessaires ont été pris avec les services de la SNCB et d'Infrabel concernant le passage à niveau de Masnuy-St-Pierre, et qu'une*

*réunion a été demandée. Toutefois, les services communaux sont toujours en attente d'une réponse de ses interlocuteurs.*

*En ce qui concerne la voie Nisole, la Présidente confirme qu'une réunion avec les agriculteurs est prévue ce mercredi 29 mars, et que ses résultats seront présentés à l'occasion du prochain Conseil communal. Elle confirme par ailleurs que les panneaux ont été remplacés sur le chemin de remembrement.*

*Enfin, concernant le sentier n°8 à Erbisoeul, ce dossier est toujours entre les mains de la Justice et il n'est pas possible, à ce stade, d'en dire davantage.*

*Pour le Groupe PS, Madame Senecaut pose une deuxième question :*

*« La commune a investi dans l'installation de caméras de surveillance. Le groupe PS souhaite savoir si l'installation de ces caméras a permis d'aider le travail de la justice. Des chiffres ont-ils déjà été établis permettant d'évaluer l'efficacité du système, particulièrement aux abords des écoles qui font l'objet d'une analyse de risques par la police ? »*

*La Présidente propose d'apporter les éléments de réponse à cette question lors de la prochaine séance du Conseil communal, afin de pouvoir exposer des chiffres et des informations statistiques précises à l'assemblée.*

**Plus aucune question n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.**

---

**Huis clos :**

---

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général,

La Présidente,